

MISE À LA RETRAITE DES PROFESSEURS CHEFS DE SERVICES HOSPITALIERS

Le recul du gouvernement

Le Premier ministre revient sur sa première décision relative à la mise à la retraite des professeurs chefs de services hospitaliers. Dans une dernière instruction, le gouvernement autorise les professeurs chefs de services hospitaliers, âgés de plus de 70 ans, à poursuivre leurs activités de formation et de santé. La mise de fin de fonction de chef de service est portée de 65 ans à 67 ans.

Salima Akkouche - Alger (Le Soir) - Les opposants à la décision interministérielle relative au départ à la retraite des professeurs hospitaliers âgés de 70 ans et la mise en fin de fonction au poste de chefs de services à ceux âgés de 65 ans ont, visiblement, fini par avoir gain de cause et faire reculer le gouvernement sur sa décision.

Le 14 mars dernier, le Premier ministre, dans une instruction, annonce qu'à partir du 23 septembre prochain, tout professeur chef de service âgé de 65 ans doit quitter son poste de chefferie de service et ceux ayant atteint l'âge de 70 ans doivent faire valoir leur droit à la retraite, quel que soit le grade d'un hospitalo-universitaire. Or, en ce début du mois d'août, une nouvelle instruction vient annuler la première instruction interministérielle n°4 du 14 juin 2016.

Cette dernière stipule que «concernant les enseignants chercheurs hospitalo-universitaires occupant le poste supérieur de chef de service, l'âge de mise en fin à leurs fonctions de chef de service est porté de 65 ans à 67 ans et les actes formalisant cette mesure interviendront à la fin du mois de septembre».

«Concernant la mise à la retraite des enseignants chercheurs hospitalo-universitaires ayant atteint l'âge de 70 ans, au même titre que les autres enseignants chercheurs, ils pourront continuer à poursuivre leurs activités de formation et de santé et, donc, ne sont pas contraints à faire valoir leur droit à la retraite».

Le ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique vient d'envoyer une note, le 4 août dernier, aux recteurs des Universités Alger 1, Oran 1, Constantine 3, Sétif 1, Blida 1, Béjaïa, Mostaganem, Sidi-Bel-Abbès, Tlemcen, Tizi-Ouzou, Batna 2, Ouargla, Béchar, Laghouat, en communication pour exécution, aux doyens des Facultés de médecine, de cette nouvelle instruction du Premier ministre quant à la prise en charge de la situation des enseignants chercheurs hospitalo-universitaires. «J'attache une importance particulière à l'application des mesures sus-citées qui remplacent celles contenues dans l'instruction interministérielle sus-citée», lit-on dans le document du ministre de l'Enseignement supérieur et dont nous détenons une copie.

La pression de certains professeurs concernés par cette décision a-t-elle contraint le Premier ministre de céder ? Le Syndicat national des ensei-

gnants chercheurs hospitalo-universitaires (Snechu) se demande comment le gouvernement peut prétendre encourager la jeune génération à travers des décisions pareilles ? Une génération, rappelle-t-on, qui attend depuis une trentaine d'années à accéder aux postes supérieurs.

Le calcul de la pension de retraite à l'origine de cette décision

Le gouvernement qui s'est retrouvé face à la colère des professeurs hospitalo-universitaires par rapport au problème du calcul de la pension de retraite est revenu sur sa décision en attendant visiblement de régler ce problème.

En effet, le calcul de la pension de retraite des professeurs hospitalo-universitaires se fait sur la base de 15xle SNMG. Ces derniers touchent ainsi 55% de leur salaire à la retraite et non 80% comme c'est le cas pour les autres fonctionnaires. Pour faire simple, le gouvernement va



Sellal dans l'attente de régler définitivement ce problème.

continuer à verser un salaire complet (une moyenne de 300 000 DA par mois) aux professeurs hospitaliers âgés de 70 ans au lieu de leur accorder une retraite.

Sachant que personne ne peut contrôler un professeur âgé ou exiger de lui d'être présent au service, soulignent des professeurs. «Ces professeurs vont continuer à percevoir 100% de leur salaire, soit trente millions de centimes mensuellement, alors qu'ils ne viendront même pas travailler et personne n'osera leur demander des comptes ou les sanctionner, vu leur âge. Et

d'ailleurs à cet âge, peuvent-ils vraiment assurer des activités hospitalières ?», dénonce-t-on.

Cependant, le problème des professeurs hospitaliers n'est pas le départ à la retraite en lui-même, même s'ils revendiquent d'être fixés sur leur âge de départ à la retraite, mais c'est plutôt mettre fin à leur fonction de chef de service qui pose problème. Après trente ans comme chef de service, ces derniers ne se voient pas sous la coupe d'un nouveau responsable qu'ils ont eux-mêmes formé. Allant même jusqu'à prévoir des contentieux entre ces deux générations.

Mise en place d'une commission pour régler le problème de la retraite

Une commission composée de cadres des deux ministères, de la Santé et de l'Enseignement supérieur et du Syndicat national des enseignants professeurs hospitalo-universitaires a été installée pour trouver une solution au problème du départ à la retraite de cette corporation. La commission doit fixer un âge de retraite aux professeurs hospitaliers, jusque-là indéfini, a indiqué le professeur Belhadj.

Réduction de postes de chefferie de service à libérer

Initialement, 202 professeurs chefs de service devaient quitter leur fonction d'ici le mois de septembre. Or, avec les nouvelles mesures portant l'âge de mise en fin de fonction de la chefferie de service à 67 ans, il n'y aura que 110 postes de chefs de service qui seront libérés.

Parmi ceux qui vont rester, 82 vont atteindre l'âge de 67 ans quelques mois après l'application de cette nouvelle instruction, nous indique-t-on.

Le concours de la chefferie de service est prévu avant la fin de l'année en cours où 1 200 candidats sont attendus.

S. A.

ÉCONOMIE ALGÉRIENNE

Les perspectives pessimistes de la Banque mondiale

Dans son rapport de fin juillet 2016 sur l'économie algérienne, la Banque mondiale a annoncé que le déficit budgétaire de l'Algérie s'est creusé de 1,4% du PIB en 2013, à 15,7% du PIB en 2016.

Younès Djama - Alger (Le Soir) - Le rapport rappelle que l'Algérie est «massivement» dépendante des hydrocarbures pour ses exportations et ses recettes publiques, à hauteur de 95% et de 75% respectivement, que sur une production totale d'environ 1,1 million de barils/jour, elle exporte 540 000 barils/jour, la production de pétrole brut et de gaz naturel ayant régulièrement diminué ces dernières années, en raison principalement des retards répétés des projets, des difficultés pour attirer des partenaires d'investissement, de l'insuffisance des infrastructures et des problèmes techniques.

Ce rapport «pessimiste» ne doit pas être pris à la légère par le gouvernement, avertit Abderrahmane Mebtoul, professeur des universités et expert international. Selon lui, l'Algérie sera appelée à vivre «le vrai choc financier et économique en 2018, avec des réserves de changes qui se situeront à 60 milliards de dollars». «Le dinar étant corrélé à plus de 70% aux réserves de change, il s'ensuit que la détérioration des termes de l'échange

de l'Algérie a entraîné une dépréciation nominale de 20% du dinar depuis la mi-2014 et que l'inflation (incluant les produits subventionnés) a augmenté à 4,8% en 2015», analyse Mebtoul dans sa toute dernière analyse.

Avec la diminution des réserves de change, la Banque d'Algérie sera «contrainte de continuer à dévaluer le dinar pour couvrir artificiellement le déficit budgétaire», prévient cet expert. S'adressant au gouvernement, Abderrahmane Mebtoul appelle à éviter les «fausses solutions». Il précise néanmoins que la situation actuelle est différente de la crise de 1986 avec le niveau relativement élevé des réserves officielles de change, bien qu'en baisse et le niveau historiquement bas de la dette extérieure peut permettre au pays de surmonter les «chocs» externes, sous réserve d'une réorientation urgente de toute la politique socio-économique actuelle. A en croire M. Mebtoul, l'Algérie qui recèle d'énormes potentialités, peut relever les nombreux défis et éviter d'aller au FMI à horizon 2019-2020,



La Banque d'Algérie contrainte de continuer à dévaluer le dinar.

ce qui serait un drame à la fois économique et politique pour le pays.

Revoir le modèle de croissance

En visite à Alger en juillet dernier, Jean-François Dauphin, le chef de division du département Moyen-Orient et Asie centrale du Fonds monétaire international (FMI), a souligné que l'Algérie pourrait saisir la conjoncture actuelle, marquée par une chute des prix du pétrole, comme une «fenêtre d'opportunité» pour revoir son modèle de croissance et diversifier son économie. «Nous préconisons (à l'Algérie) de saisir cette conjoncture comme une fenêtre d'opportunité

pour revoir le modèle de croissance, réduire la dépendance aux hydrocarbures, diversifier l'économie et faire du secteur privé, un mode plus durable de croissance et de richesse», a ajouté Jean-François Dauphin.

Selon lui, un assainissement des finances publiques et des mesures structurelles pour libérer le potentiel de croissance du secteur privé, considéré comme un acteur important dans le processus de diversification de l'économie, sont les deux grands axes nécessaires pour faire face à cette conjoncture. Il a préconisé une rationalisation des dépenses afin de les ramener au niveau du budget disponible.

Y. D.